Société de développement de la Baie James et entités affiliées

RAPPORT ANNUEL 1988

TABLE DES MATIERES

PAGE

Lettre à la Ministre 1

Conseil d'administration

Société de développement de la Baie James (S.D.B.J.) 2

Entités affiliées 3

Rapport d'activités - La Société en 1988 4

Etats financiers

Société de développement de la Baie James (S.D.B.J.) 5

Société de tourisme de la Baie James (S.O.T.O.U.R.) 20

Société de développement autochtone de la Baie James (S.O.D.A.B.) 25

Somine inc. 36

Municipalité de la Baie James (M.B.J.)

Conseil municipal 42

Organismes para-municipaux 43

Rapport d'activités 44

Rapport financier 1988 47

Société de développement de la Baie James

Le 22 janvier 1990

Madame Lise Bacon, ministre
responsable de l'application de
la Loi sur le développement de
la région de la Baie James
200-B, chemin Sainte-Foy
6e étage
Québec (Québec)
G1R 4X7

Madame la Ministre,

Il me fait plaisir de vous transmettre, au nom de son conseil d'administration, le rapport annuel de la Société de développement de la Baie James et des entités affiliées.

1988 a été pour la Société une année charnière entre l'élaboration d'une nouvelle vision du développement du territoire de la Baie James et sa traduction dans le mandat de la S.D.B.J.

La Société vous présente donc, conformément aux articles 33 et 44 de sa loi constituante, le présent document qui couvre ses activités pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 1988.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

Le président,

Laurent Levasseur

LL/BP/cb

p.j. (1)

110, boul. Matagami, Case postale 970, Matagami (Québec) J0Y 2A0 - Tél.: (819) 739-4717

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES (S.D.B.J.)

Conseil d'administration

Président	:	Laurent Levasseur
Administrateurs:		Jean-Louis Dulac
		Florent Gagné
		René Gingras
		Jean-Jacques Lefebvre

Direction

Vice-président exécutif:		Donald R. Murphy
Secrétaire	:	Me Réal Lavigne
Trésorier	:	Claude Hubert

ENTITÉS AFFILIÉES

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES (S.O.T.O.U.R.)

Conseil d'administration

Président : Laurent Levasseur

Administrateurs: Jean-Louis Dulac
Florent Gagné
René Gingras
Jean-Jacques Lefebvre

Direction

Vice-président exécutif: Donald R. Murphy
Secrétaire : Me Réal Lavigne
Trésorier : Claude Hubert

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES (S.O.D.A.B.)

Conseil d'administration

Roderick Pachano
Walter Hughboy
Gilbert Bossé
Donald Lemay

SOMINE INC.

Conseil d'administration

Président : Jean-Jacques Lefebvre
Administrateur: Donald R. Murphy
Secrétaire : Me Réal Lavigne

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

LA SOCIÉTÉ EN 1988

La Société de développement de la Baie James a poursuivi, au cours de 1988, ses échanges avec les différents intervenants de la région de la Baie James afin de les consulter sur la réorientation des activités de son mandat. Elle n'en a pas pour autant négligé ses responsabilités tant au niveau du développement régional qu'à celui de la fourniture de services.

Dans un premier temps, la Société a finalisé la rédaction de son plan d'intervention. Elle a, par la suite, entamé une série de démarches auprès des populations du territoire, des ministères concernés et du Premier Ministre afin de les sensibiliser à sa nouvelle approche.

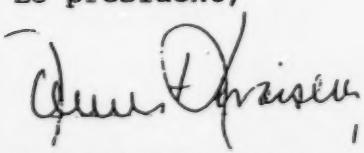
D'autre part, la Société, qui demeure propriétaire de la route de la Baie James et de l'aéroport de la Grande Rivière, a continué de voir à leur bon entretien. Elle a aussi entrepris un programme de rénovation de ces infrastructures pour faire face au contexte particulier de l'ouverture de la route au tourisme et de la reprise des travaux au Complexe la Grande.

La Société a maintenu sa participation à plusieurs organismes de développement dont la nouvelle Corporation de développement économique de La Grande inc. de Radisson. Elle a, par ailleurs, entrepris des discussions avec le ministère de l'Énergie et des Ressources quant à l'administration foncière du secteur de Radisson.

Des pourparlers ont débuté entre la S.D.B.J. et la Société Eeyou Corporation afin de transférer à cette dernière toutes les actions détenues par la S.D.B.J. dans la Société de développement autochtone de la Baie James (S.O.D.A.B.).

Du côté du secteur minier, la Société détient un patrimoine important. En 1988, elle a amorcé la négociation d'ententes de co-participation avec l'entreprise privée afin de consolider les activités minières dans certains secteurs du territoire. La Société de développement de la Baie James contribue ainsi à maintenir et à diversifier les emplois dans le domaine.

Le président,



Laurent Levasseur

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS ET
ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 1988

Maheu
Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

31 DÉCEMBRE 1988

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Laurent Levasseur

René Gingras

Jean-Jacques Lefebvre

Jean-Louis Dulac

Florent Gagné

DIRECTION

Donald R. Murphy, Vice-président exécutif

Réal Lavigne, secrétaire

Claude Hubert, trésorier

Maheu Noiseux
Comptables agréés

ROUYN-NORANDA (Québec) J9X 4T3
155, Dallaire
Téléphone : (819) 762-6521
Télécopieur : (819) 797-1471

VAL D'OR (Québec) J9P 1T1
866, 3e Avenue
Téléphone : (819) 825-4101
Télécopieur : (819) 825-1155

AMOS (Québec) J9T 2K6
4, Principale Nord, Bureau 103
Téléphone : (819) 732-5275
Télécopieur : (819) 732-0739

LA SARRE (Québec) J9Z 1Y8
300, Principale
Téléphone : (819) 333-2392
Télécopieur : (819) 333-2517

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Monsieur le ministre Pierre Paradis
Responsable de l'application de la Loi sur le
développement de la région de la Baie James
Hôtel du Gouvernement
Québec

Nous avons vérifié le bilan de Société de développement de la Baie James au 31 décembre 1988 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la société, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1988 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Maheu Noiseux

Comptables agréés

Amos, le 22 juin 1989

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 1988

Résultats	1
Déficit	2
Bilan	3
Évolution de la situation financière	4
Notes complémentaires	5 - 10

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987
RECOUVREMENT - SEBJ, HYDRO-QUÉBEC ET ENTITÉS AFFILIÉES	6 074 951 $	5 033 658 $
REVENUS D'OPÉRATION	1 996 708	1 971 024
REDEVANCES - LES RESSOURCES DU LAC MESTON INC.	506 329	453 479
	8 577 988	7 458 161
REVENUS DE TRANSFERT		
Service de la dette	4 429 960	4 067 902
Intérêts sur emprunts bancaires	540 040	902 099
	13 547 988	12 428 162
REMISE DE REVENUS - SEBJ, HYDRO-QUÉBEC	467 275	301 644
REVENUS NETS	13 080 713	12 126 518
FRAIS D'EXPLOITATION		
Salaires et avantages sociaux	767 453	276 543
Dépenses d'exploitation, d'entretien et d'administration	6 783 611	5 831 958
Amortissements	251 023	232 220
Intérêts de la dette à long terme		31 940
Intérêts et frais bancaires	540 040	902 098
	8 342 127	7 274 759
BÉNÉFICE NET	4 738 586 $	4 851 759 $

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

DÉFICIT

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987
SOLDE AU DÉBUT	(64 449 798)$	(69 301 557)$
BÉNÉFICE NET	4 738 586	4 851 759
SOLDE À LA FIN	(59 711 212)$	(64 449 798)$

Maheu Noiseux
Comptables agréés

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

BILAN

31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	694 275 $	1 938 456 $
Dépôts à terme et intérêts courus	1 196 176	
Débiteurs (note 3)	1 423 936	1 656 298
Avances à des compagnies affiliées	36 008	80 920
Frais imputables au prochain exercice	26 666	22 473
	3 377 061	3 698 147
PLACEMENTS (note 4)	2 980 110	3 006 877
IMMOBILISATIONS (note 5)	2 061 821	2 011 460
INFRASTRUCTURES	91 000	91 000
	8 509 992 $	8 807 484 $

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs

Maheu Noiseux

	1988	1987
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 6)	2 239 878 $	6 775 033 $
Créditeurs et frais courus	1 465 397	2 062 117
Retenues sur contrats	213 429	117 632
	3 918 704	8 954 782
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (NÉGATIF)		
CAPITAL-ACTIONS (note 7)	60 000 000	60 000 000
SURPLUS D'APPORT	4 302 500	4 302 500
DÉFICIT (note 8)	(59 711 212)	(64 449 798)
	4 591 288	(147 298)
	8 509 992 $	8 807 484 $
ÉVENTUALITÉ (note 9)		

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987
EXPLOITATION		
Bénéfice net	4 738 586 $	4 851 759 $
Postes ne comportant aucun mouvement de liquidités:		
Amortissements	251 023	232 220
Profit sur vente d'immobilisations	(40 077)	(263 500)
Profit sur ventes d'infrastructures		(104 000)
	4 949 532	4 716 479
Variation nette des postes du fonds de roulement ne constituant pas des liquidités	(227 842)	1 296 168
LIQUIDITÉS PROVENANT DE L'EXPLOITATION	4 721 690	6 012 647
INVESTISSEMENT		
Achats de placements		(48 565)
Encaissement de prêts	26 767	38 313
Achats d'immobilisations	(1 009 172)	(318 103)
Vente d'immobilisations	54 341	683 713
Contributions SEBJ et Hydro-Québec	693 524	147 985
Ventes d'infrastructures		110 000
LIQUIDITÉS PROVENANT DE (ABSORBÉES PAR) L'INVESTISSEMENT	(234 540)	613 343
FINANCEMENT		
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME, LIQUIDITÉS ABSORBÉES PAR LE FINANCEMENT		(308 160)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	4 487 150	6 317 830
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS AU DÉBUT	(4 836 577)	(11 154 407)
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS À LA FIN (note 10)	(349 427)$	(4 836 577)$

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1988

1. EXISTENCE JURIDIQUE ET TYPE D'ACTIVITÉS

La Société de développement de la Baie James (SDBJ) est une société paragouvernementale constituée en vertu de la Loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 LRQ c.D-8, dont les actions sont détenues à part entière par le gouvernement du Québec. La Société a pour objet de susciter le développement et l'exploitation des richesses naturelles autres que les ressources hydroélectriques qui se trouvent sur le territoire de la Baie James ainsi que de voir à l'administration et à l'aménagement de ce territoire.

2. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont destinés au Ministre responsable de l'application de la Loi sur le développement de la région de la Baie James soit, le Ministre des Affaires municipales, l'Assemblée Nationale du Québec et toutes les personnes intéressées au territoire de la Baie James.

Croyant qu'il est plus explicite de présenter les états financiers de ses filiales séparément, ceux-ci ne furent pas consolidés avec les états financiers de la SDBJ. À l'exception du placement dans la Société de développement autochtone de la Baie James (Sodab) qui est comptabilisé au coût parce que l'accroissement de l'avoir net de Sodab ne peut être distribué à ses actionnaires, tous les autres placements de la SDBJ dans chacune de ses filiales sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

IMMOBILISATIONS

Le coût non amorti des immobilisations est réduit des contributions de tierces parties. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur les périodes suivantes:

Immeubles	20 ans
Maisons modulaires	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Machinerie et équipement	3 ans
Matériel roulant	3 ans

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1988

2. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES (suite)

INFRASTRUCTURES

En vertu d'une convention avec la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ), la SDBJ a fait construire les infrastructures requises par la SEBJ telles que les routes permanentes et d'hiver, ponts, aéroports et centre-ville de la Municipalité de Radisson au coût total de 408 390 660 $. La SEBJ assumait jusqu'au 31 décembre 1985, 99 % des coûts nets de construction, soit 400 766 705 $, et 100 % des frais d'entretien et d'exploitation. Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1985 une dévaluation de 7 526 955 $ a été enregistrée afin d'en refléter la valeur de réalisation. La SDBJ a la propriété exclusive de ces infrastructures mais ne peut les aliéner, les céder et les transporter sans le consentement de la SEBJ.

IMPÔTS SUR LE REVENU

Étant des sociétés paragouvernementales, la SDBJ et ses filiales en propriété exclusive ne sont pas assujetties aux impôts sur le revenu.

3. DÉBITEURS

	1988	1987
Société d'énergie de la Baie James	665 236 $	748 984 $
Hydro-Québec	379 576	612 559
Portion à court terme des prêts à recevoir	21 395	21 502
Autres	492 819	381 382
	1 559 026	1 764 427
Provision pour créances douteuses	135 090	108 129
	1 423 936 $	1 656 298 $

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1988

4. PLACEMENTS

	1988	1987
PLACEMENTS DANS LES FILIALES		
Actions de Somine inc. détenues à 100 %	1 $	1 $
Actions de Sodab détenues à 51 %	510	510
Actions de Habitations Somine Meston détenues à 100 %	100	100
	611	611
PLACEMENT EN ACTIONS		
2 875 778 actions ordinaires de Les Ressources Campbell inc. (valeur boursière 1988, 2 329 380 $; 1987, 5 348 947 $)	2 965 515	2 965 515
	2 966 126	2 966 126
Prêts à recevoir	13 984	40 751
	2 980 110 $	3 006 877 $

5. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé et contributions	1988 Coût non amorti	1987 Coût non amorti
Terrains	94 914 $		94 914 $	99 034 $
Immeubles	4 169 241	2 293 417 $	1 875 824	1 788 247
Maisons modulaires	780 360	733 088	47 272	59 604
Mobilier et équipement de bureau	1 291 289	1 265 782	25 507	6 388
Machinerie et équipement	1 581 354	1 581 354		5 067
Matériel roulant	2 020 055	2 001 751	18 304	53 120
	9 937 213 $	7 875 392 $	2 061 821 $	2 011 460 $

Un montant de 5 052 049 $ est inclus dans l'amortissement cumulé à titre de contributions de la part de la SEBJ et de l'Hydro-Québec.

Maheu Noiseux

6. EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires sont garantis par le Gouvernement du Québec pour une somme maximale de 17 100 000 $. Toutefois pour tout emprunt supérieur à 3 000 000 $ la SDBJ doit obtenir une autorisation spécifique du Ministre des Affaires municipales. Au 31 décembre 1988, le ministre avait autorisé des emprunts totalisant 3 000 000 $.

7. CAPITAL-ACTIONS

	1988	1987
AUTORISÉ		
10 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune		
ÉMIS ET PAYÉ		
6 000 000 d'actions ordinaires	60 000 000 $	60 000 000 $

Les actions de la SDBJ font partie du domaine public et sont attribuées au Ministre des Finances. L'article 25 de la Loi sur le développement de la région de la Baie James prévoyait le paiement à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, chaque année pendant dix ans, d'une somme n'excédant pas 10 000 000 $ pour 1 000 000 d'actions entièrement acquittées de son capital-actions; 6 000 000 d'actions ont été entièrement émises et payées. Le Ministre des Finances a cessé de souscrire le 2 mars 1977.

8. DÉFICIT ACCUMULÉ

Le déficit accumulé de la SDBJ était de 59 711 212 $ en date du 31 décembre 1988 et provient principalement de radiations et de dévaluations d'actifs effectuées aux états financiers.

Maheu Noiseux

8. DÉFICIT ACCUMULÉ (suite)

Les radiations et les dévaluations cumulées aux états financiers sont de trois ordres et totalisent 68 909 534 $. Le bénéfice d'opération accumulé depuis la création de la SDBJ et ses filiales est de 9 198 322 $. La répartition est la suivante:

Dévaluation pour refléter la valeur de réalisation dans une perspective de modification du mandat de la SDBJ	
Infrastructures	7 526 955 $
Développement régional	4 768 089
Protection de l'environnement	4 507 019
	16 802 063
Dévaluation d'actifs miniers pour refléter la cession éventuelle desdits actifs, dans une perspective de modification du mandat de la SDBJ, à d'autres entités gouvernementales	
Somine inc.	19 330 886
Fer Albanel	5 890 070
	25 220 956
Radiation d'actifs miniers suite à l'abandon des projets d'exploration et d'opération minières	
Projet d'exploration	14 357 099
Mine Joe Mann	12 529 416
	26 886 515
Bénéfice d'opération accumulé	
Filiales	(1 153 937)
SDBJ	10 352 259
	9 198 322
	59 711 212 $

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1988

9. ÉVENTUALITÉ

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1985, la SDBJ a versé la somme de 2 000 000 $ relativement au règlement d'une réclamation d'un entrepreneur.

L'administration de la Société tente présentement de récupérer cette somme en tout ou en partie auprès des bénéficiaires des ouvrages effectués.

10. INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS

	1988	1987
Encaisse	694 275 $	1 938 456 $
Dépôts à terme et intérêts courus	1 196 176	
Emprunts bancaires	(2 239 878)	(6 775 033)
	(349 427)$	(4 836 577)$

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS ET
ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 1988

Maheu Noiseux
Comptables agréés

ROUYN-NORANDA (Québec) J9X 4T3
155, Dallaire
Téléphone : (819) 762-6521
Télécopieur : (819) 797-1471

VAL D'OR (Québec) J9P 1T1
866, 3e Avenue
Téléphone : (819) 825-4101
Télécopieur : (819) 825-1155

AMOS (Québec) J9T 3M7
4, Principale Nord, Bureau 103
Téléphone : (819) 732-5275
Télécopieur : (819) 732-0739

LA SARRE (Québec) J9Z 1Y8
300, Principale
Téléphone : (819) 333-2392
Télécopieur : (819) 333-2517

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'actionnaire de la
Société de tourisme de la Baie James

Nous avons vérifié le bilan de la Société de tourisme de la Baie James au 31 décembre 1988 et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la société, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1988 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

maheu Noiseux

Comptables agréés

Amos, le 22 juin 1989

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 1988

Bilan	1
Notes complémentaires	2

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

BILAN

31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987
ACTIF		
Encaisse	1 $	1 $
Placements (note 3)	200	200
	201 $	201 $
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
CAPITAL-ACTIONS		
AUTORISÉ		
500 000 actions privilégiées, sans droit de vote, dividende non cumulatif de 9 %, rachetables à leur valeur nominale de 10 $ chacune		
500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune		
ÉMIS ET PAYÉ		
35 000 actions ordinaires	350 000 $	350 000 $
DÉFICIT	(349 799)	(349 799)
	201 $	201 $

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1988

1. EXISTENCE JURIDIQUE ET RÔLE DE LA SOCIÉTÉ

La société est constituée en vertu de la Loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 L.R.Q. c.D-8 et est une filiale en propriété exclusive de la Société de développement de la Baie James (SDBJ). Ses activités sont reliées au développement touristique, à l'hébergement et à la restauration. Au cours de l'exercice 1988 aucune activité n'a été enregistrée.

Le 31 décembre 1984, la société a transféré, la presque totalité de ses actifs et de ses dettes à leurs valeurs comptables à sa société mère la SDBJ.

2. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont destinés à l'actionnaire Société de développement de la Baie James et au Ministre responsable de l'application de la Loi sur le développement de la région de la Baie James, l'Assemblée Nationale du Québec et toutes les personnes intéressées au territoire de la Baie James.

Croyant qu'il est plus explicite de présenter les états financiers de ses filiales séparément, ceux-ci ne furent pas consolidés avec les états financiers de la société mère. Les placements dans chacune des filiales sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

IMPÔTS SUR LE REVENU

Étant une filiale en propriété exclusive d'une société paragouvernementale exempte d'impôt, la compagnie et ses filiales en propriété exclusive ne sont pas assujetties aux impôts sur le revenu.

3. PLACEMENTS, À LA VALEUR DE CONSOLIDATION

	1988	1987
Actions de Entreprises de Gestion Mann inc. détenues à 100 %	100 $	100 $
Actions de Habitations Somine Meston inc. détenues à 100 %	100	100
	200 $	200 $

Maheu Noiseux

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1988

ETATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 1988

Auditors' Report	2	Rapport des vérificateurs
Financial Statements		Etats financiers
Earnings	3	Résultats
Deficit	4	Déficit
Changes in Cash Resources	5	Mouvements de la trésorerie
Balance Sheet	6	Bilan
Notes to Financial Statements	7 à 9	Notes complémentaires
Supplementary Information	10	Renseignements supplémentaires

RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ
Comptables agréés

[illegible] du Québec
[illegible], 3e Avenue
[illegible]-d'Or, Québec J9P 5E6
[illegible]: (819) 825-6226
[illegible]copieur: (819) 825-1461

[illegible] résidents :
[illegible] Laferrière, F.C.A.
[illegible] Bordeleau, C.A.
[illegible] Ménard, C.A.
[illegible] Jetté, C.A.
[illegible] Boutin, C.A.
[illegible] Bouchard, C.A.
[illegible] L'Heureux, F.C.A.

AUDITORS' REPORT

To the shareholders of

James Bay Native Development Corporation

We have examined the balance sheet of James Bay Native Development Corporation as at December 31, 1988 and the statements of earnings, deficit and changes in cash resources for the year then ended, and have obtained all the information and explanations we have required. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, and to the best of the informations and explanations given to us and as shown by the accounting records of the Company, these financial statements present fairly the financial position of the Company as at December 31, 1988 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Raymond, Chabot, Martin, Paré

Chartered accountants
Comptables agréés

Val d'Or (Québec)

April 17, 1989.
Le 17 avril 1989.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de

Société de Développement autochtone de la Baie James

Nous avons vérifié le bilan de la Société de Développement Autochtone de la Baie James au 31 décembre 1988, ainsi que les états des résultats, du déficit et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la société, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1988, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Bureaux dans les principales villes du Québec
Représentation au Canada et dans plus de 80 pays

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

EARNINGS
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1988

RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987	
SALES	11 187 344 $	9 070 765 $	CHIFFRE D'AFFAIRES
Cost of sales and transport	8 328 860	6 735 732	Coût des ventes et du transport
GROSS PROFIT	2 858 484	2 335 033	BÉNÉFICE BRUT
Other income			Autres revenus
Interest	116 794	149 829	Intérêts
School transportation	256 124	262 588	Transport scolaire
Rentals	17 362	15 656	Location
Gain on sale of investment		1 586	Gain sur la cession d'un placement
Gain on sale of fixed assets		1 204	Gain sur la cession d'immobilisations
Other income	77 521	33 518	Autres revenus
	467 801	464 301	
	3 326 285	2 799 334	
Expenses			Dépenses
Salaries and fringe benefits	1 346 682	1 302 445	Salaires et charges sociales
Professional fees	458 901	387 740	Honoraires professionnels
Data processing	25 808	25 200	Traitement des données
Travelling	222 209	181 150	Frais de déplacement
Transportation, communications and insurance	403 787	398 852	Transport, communications et assurances
Rent, taxes, maintenance and repairs	653 607	520 119	Location, taxes, entretien et réparations
Information and advertising	1 583	3 040	Information et publicité
Other expenses	103 125	61 296	Autres dépenses
Depreciation of fixed assets	295 925	287 912	Amortissement des immobilisations
Amortization of deferred charges	25 697	12 645	Amortissement des frais reportés
Bad debts	97 892	85 531	Mauvaises créances
Provision for loss on loans	168 442	33 495	Provision pour perte sur prêts
Write-off of start-up cost of Cree Energy Distribution of Canada Inc.	147 401		Radiation de frais de démarrage de Distribution D'Énergie Crie du Canada Inc.
	3 951 059	3 299 425	
Less: recovery from affiliated companies and others	8 501	43 380	Moins: recouvrement de sociétés affiliées et autres
Net expenses	3 942 558	3 256 045	Dépenses nettes
NET LOSS	(616 273) $	(456 711)	PERTE NETTE

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

DEFICIT
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1988

DÉFICIT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987	
Balance, beginning of year	(467 016) $	(10 305) $	Solde au début
Net Loss	(616 273)	(456 711)	Perte nette
Balance, end of year	(1 083 289) $	(467 016) $	Solde à la fin

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

CHANGES IN CASH RESOURCES

YEAR ENDED DECEMBER 31, 1988

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

	1988	1987	
OPERATIONS			EXPLOITATION
Net loss	(616 273) $	(456 711) $	Perte nette
Non-cash items			Éléments hors caisse
Depreciation of fixed assets	295 925	287 912	Amortissement des immobilisations
Amortization of deferred charges	25 697	12 645	Amortissement des frais reportés
Gain on sale of fixed assets		(1 204)	Gain sur la cession d'immobilisations
Gain on sale of investment		(1 506)	Gain sur la cession d'un placement
Provision for loss on loans	168 442	33 495	Provision pour perte sur prêts
Write-off of start-up cost	147 401		Radiation de frais de démarrage
Changes in non-cash working capital items	885 364	(353 907)	Variations d'éléments du fonds de roulement
Source (use) of cash	906 556	(479 276)	Provenance (utilisation) des liquidités
FINANCING			FINANCEMENT
Issue of class «A» shares		250 000	Émission d'actions catégorie «A»
Instalments under capital lease	(2 485)	(3 395)	Versement sur le contrat de location-acquisition
Source (use) of cash	(2 485)	246 605	Provenance (utilisation) des liquidités
INVESTMENT			INVESTISSEMENT
Long-term loans	(10 207)	(234 878)	Prêts à long terme
Decrease of long-term loans	79 947	187 846	Diminution de prêts à long terme
Proceeds from sale of investment		56 586	Produit de la cession d'un placement
Additions to fixed assets	(71 804)	(425 605)	Immobilisations
Disposal of fixed assets	10 000	5 399	Cession d'immobilisations
Deferred charges	(426 721)	(165 984)	Frais reportés
Use of cash	(418 785)	(576 716)	Utilisation des liquidités
Increase (decrease) in cash	485 286	(809 387)	Augmentation (diminution) de la trésorerie
Cash position, beginning of year	(742 046)	67 341	Trésorerie au début
Cash position, end of year	(256 760) $	(742 046) $	Trésorerie à la fin
Cash position			Situation de trésorerie
Bank overdraft	(256 760) $	(742 046) $	Découvert de banque

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

BALANCE SHEET
DECEMBER 31, 1988

BILAN
AU 31 DECEMBRE 1988

ASSETS	1988	1987	ACTIF
Current assets			Actif à court terme
Accounts receivable	2 213 409 $	2 077 651 $	Débiteurs
Inventories	1 003 000	1 017 850	Stocks
Prepaid expenses	112 183	193 592	Frais payés d'avance
Current portion of long-term loans	126 611	221 694	Echéances courantes des prêts à long terme
	3 455 203	3 510 787	
Loans	574 697	717 796	Prêts
Fixed assets (Note 3)	911 295	1 145 415	Immobilisations (note 3)
Deferred charges (Note 4)	466 385	212 762	Frais reportés (note 4)
	5 407 580 $	5 586 760 $	

LIABILITIES			PASSIF
Current liabilities			Passif à court terme
Bank overdraft	256 760 $	742 046 $	Découvert de banque
Creditors	2 233 109	1 308 245	Créditeurs
Instalments on capital lease		2 485	Versements sur le contrat de location-acquisition
	2 489 869	2 052 776	
SHAREHOLDERS' EQUITY			**AVOIR DES ACTIONNAIRES**
Capital stock (Note 5)	4 001 000	4 001 000	Capital-actions (note 5)
Deficit	(1 083 289)	(467 016)	Déficit
	2 917 711	3 533 984	
	5 407 580 $	5 586 760 $	

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

On behalf of the board

Pour le conseil

..... Director / Administrateur

..... Director / Administrateur

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1988

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1988

1 - GOVERNING STATUTE AND NATURE OF OPERATIONS

The Company is incorporated under the James Bay Native Development Corporation Act. Its main objective is to improve the economic conditions and prospects of the James Bay Crees.

1 - STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société est constituée selon la Loi sur la Société de Développement Autochtone de la Baie James. Elle a pour but principal l'amélioration de la situation et des perspectives économiques des Cris de la Baie James.

2 - ACCOUNTING POLICIES

Inventory valuation

Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined by the first in first out method.

Depreciation and amortization

Fixed assets are depreciated over their estimated usefull lives according to the straight-line method at the following annual rates:

	Rates
Buildings	33⅓
Modular homes	10%
Office furniture and equipment	from 20 to 33⅓
Automotive equipment	33⅓
Fuel tanks	10%
Leasehold improvements	20%

Deferred charges are amortised on a straight-line basis over 5 years.

Income taxes

The company is not subject to income taxes because 99.9% of its shares are owned by the Government of Québec.

2 - CONVENTIONS COMPTABLES

Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Immeubles	33⅓
Maisons modulaires	10%
Mobilier et équipement de bureau	de 20 à 33⅓
Matériel roulant	33⅓
Réservoirs de carburant	10%
Améliorations locatives	20%

Les frais reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 ans.

Impôts sur le revenu

La compagnie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu, puisque 99.9% des actions sont détenues par le Gouvernement du Québec.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1988

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1988

3 - FIXED ASSETS / 3 - IMMOBILISATIONS

	1988 Cost / Coût	1988 Net / Coût non amorti	1987 Cost / Coût	1987 Net / Coût non amorti	
Buildings	193 527 $	87 830 $	193 527 $	118 714 $	Immeubles
Modular homes	11 987	1 698	11 987	5 694	Maisons modulaires
Office furniture and equipment	118 163	58 861	114 802	75 845	Mobilier et équipement de bureau
Automotive equipment	500 357	91 923	471 893	193 962	Matériel roulant
Fuel tanks	1 111 690	622 948	1 074 079	675 665	Réservoirs de carburant
Leasehold improvements	142 452	48 035	139 372	72 856	Améliorations locatives
	2 078 176	911 295	2 005 660	1 142 736	
Automotive equipment under capital lease			10 713	2 679	Matériel roulant loué en vertu d'un contrat de location-acquisition
	2 078 176 $	911 295 $	2 016 373 $	1 145 415 $	
Accumulated depreciation	1 166 881 $		870 958 $		Amortissement cumulé

4 - DEFERRED CHARGES, at amortized cost / 5 - FRAIS REPORTÉS, au coût non amorti

	1988	1987	
Start-up cost of Kepa division	34 132 $	46 778 $	Frais de démarrage de la division Kepa
Start-up cost of Cree Energy Distribution of Canada Inc.	375 000	105 426	Frais de démarrage de Distribution d'Énergie Crie du Canada Inc.
Advertising film	57 253	60 558	Film publicitaire
	466 385 $	212 762 $	

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1988

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1988

5 - CAPITAL STOCK

Authorized

14,999 class «A» share of $1,000 par value, non-voting and non-participating

100 common shares of $10 par value

Issued	1988	1987
4,000 class «A» shares	4 000 000 $	4 000 000 $
100 common shares	1 000	1 000
	4 001 000 $	4 001 000 $

5 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

14 999 actions de catégorie «A» d'une valeur nominale de 1 000 $ chacune, non votantes et non participantes
100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune

Emis:

4 000 actions de catégorie «A»
100 actions ordinaires

6 - COMMITMENT AND CONTINGENCIES

The bank loan is secured by an assignment of book debts.

The Company has guaranteed to Bombardier Credit Ltd. 50% of the line of credit of Chisasibi Enterprise for a maximum amount of $25,000. As at December 31, 1988, the line of credit utilised amounted to approximately $235,000.

6 - ENGAGEMENT ET ÉVENTUALITÉS

Les créances sont affectées à la garantie de l'emprunt bancaire.

La société s'est portée garante de 50% de la marge de crédit consentie à Chisasibi Enterprise par Bombardier Crédit Ltée jusqu'à concurrence de 25 000 $. Au 31 décembre 1988, la marge de crédit utilisée était d'environ 235 000 $.

7 - SUBSEQUENT EVENTS

On March 1, 1989, the Company disposed of its assets related to transport division to Kepa Transport Company and ceased its transport activities.

On April 1, 1989, the Company disposed of its assets related to petroleum products to Cree Energy Distribution of Canada Inc. and ceased its petroleum products activities.

7 - ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 1er mars 1989, la société a cédé à la Compagnie de Transport Kepa ses actifs liés aux opérations de transport et a cessé ses opérations dans ce domaine d'activité.

Le 1er avril 1989, la société a cédé à Distribution d'Énergie Crie du Canada Inc. ses actifs liés aux opérations de produits pétroliers et a cessé ses opérations dans ce domaine.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

SUPPLEMENTARY INFORMATION

YEAR ENDED DECEMBER 31, 1988

	Administration	Economic development Développement économique	Petroleum products Produits pétroliers
SALES	- $	- $	9 311 878 $
Cost of sales and of transport	-	-	6 987 719
GROSS PROFIT	-	-	2 324 159
OTHER INCOME			
Interest	1 490	115 304	-
School transportation	-	-	-
Rentals	14 321	-	-
Other income	24 951	-	48 100
	40 762	115 304	48 100
	40 762	115 304	2 372 259
EXPENSES			
Salaries and fringe benefits	323 021	166 152	615 702
Professional fees	299 526	80 257	-
Data processing	25 808	-	-
Travelling	109 298	52 261	43 341
Transportation, communications and insurance	45 251	14 483	290 218
Rent, taxes, maintenance and repairs	93 392	395	469 528
Information and promotion	862	260	-
Other expenses	82 105	-	18 329
Depreciation of fixed assets	60 005	-	167 566
Amortization of deferred charges	13 051	-	-
Bad debts	33 674	-	64 218
Provision for loss on loans	-	168 442	-
Write-off of start-up cost of Cree Energy Distribution of Canada Inc.		147 401	
Applied burden:			
Administration fees	(311 541)	-	281 292
Interest charged	(239 582)	-	202 918
	534 870	629 651	2 153 112
Less: Recovery from affiliated companies and others	2 292	-	6 209
NET EXPENSES	532 578	629 651	2 146 903
NET EARNINGS (NET LOSS)	(491 816) $	(514 347) $	225 356 $

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

Transport-Kepa division Transport-division Kepa	Transport-others Transport-autres	Total	
1 875 466 $	- $	11 187 344 $	CHIFFRE D'AFFAIRES
1 341 141	-	8 328 860	Coût des ventes et du transport
534 325	-	2 858 484	BÉNÉFICE BRUT
			AUTRES REVENUS
-	-	116 794	Intérêts
-	256 124	256 124	Transport scolaire
3 041	-	17 362	Location
4 470	-	77 521	Autres revenus
7 511	256 124	467 801	
541 836	256 124	3 326 285	
			DÉPENSES
144 503	97 304	1 346 682	Salaires et charges sociales
79 118	-	458 901	Honoraires professionnels
-	-	25 808	Traitement de données
15 436	1 873	222 209	Frais de déplacement
47 732	6 103	403 787	Transport, communications et assurances
47 817	42 475	653 607	Location, taxes, entretien et réparations
461	-	1 583	Information et publicité
1 371	1 320	103 125	Autres dépenses
35 373	32 981	295 925	Amortissement des immobilisations
12 646	-	25 697	Amortissement des frais reportés
-	-	97 892	Mauvaises créances
-	-	168 442	Provision pour perte sur prêts
		147 401	Radiation de frais de démarrage de Distribution d'Énergie Crie du Canada Inc.
			Charges imputées:
18 662	11 587	-	Frais d'administration
34 835	1 829	-	Intérêts imputés
437 954	195 472	3 951 059	
-	-	8 501	Moins: recouvrement de sociétés affiliées et autres
437 954	195 472	3 942 558	DÉPENSES NETTES
103 882 $	60 652 $	(616 273) $	BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

Etats financiers vérifiés

SOMINE INC.

31 décembre 1988

Thorne Ernst & Whinney

Membre de/Member of
Ernst & Whinney
International

SOMINE INC.

ETATS FINANCIERS VERIFIES

31 DECEMBRE 1988

	Page
Rapport des vérificateurs	1
Bilan	2
Résultats et déficit	3
Notes afférentes aux états financiers	4

Poissant Richard -
Thorne Ernst & Whinney

Comptables agréés Chartered Accountants

2000, Avenue Mc Gill College
Bureau 1900,
Montréal (Québec) H3A 3H8

(514) 843-2100
Télex: 05-268617
Télécopieur: (514) 843-2187

RAPPORT DES VERIFICATEURS

A l'actionnaire de
Somine Inc.

Nous avons vérifié le bilan de Somine Inc. au 31 décembre 1988 ainsi que l'état des résultats et déficit de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1988 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Poissant Richard
Thorne Ernst & Whinney

Le 12 octobre 1989

Membre de/Member of Ernst & Whinney International

SOMINE INC.

BILAN

	31 décembre 1988	1987
ACTIF		
ACTIF A COURT TERME		
Encaisse	33 132 $	4 147 $
Projets d'exploration minière	1	1
	33 133 $	4 148 $
PASSIF ET INSUFFISANCE DE L'ACTIF		
PASSIF A COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	30 555 $	29 576 $
Sommes à payer - Société de développement de la Baie James	50 280	36 924
	80 835	66 500
INSUFFISANCE DE L'ACTIF		
Capital-actions		
Autorisé		
Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale		
Emis et payé		
25 000 actions ordinaires	250 000	250 000
Déficit	(312 702)	(312 352)
	(62 702)	(62 352)
	33 133 $	4 148 $

AU NOM DU CONSEIL,

Jean [illegible] administrateur

, administrateur

SOMINE INC.

RESULTATS ET DEFICIT

	31 décembre 1988	1987
Vente de droits miniers	45 800 $	4 $
Charges		
Honoraires	34 902	5 025
Taxes et permis	223	200
Divers	25	56
	35 150	5 281
Bénéfice (perte) d'exploitation	10 650	(5 277)
Déficit au début de l'exercice	(312 352)	(307 075)
DEFICIT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	(301 702)$	(312 352)$

SOMINE INC.

NOTES AFFERENTES AUX ETATS FINANCIERS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1988

GENERALITES

La compagnie est constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec.

1. IMPOTS SUR LE REVENU

La compagnie est une filiale en propriété exclusive de la Société de développement de la Baie James, une société para-gouvernementale exempte d'impôts, et par conséquent, elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

En 1988, la compagnie a vendu ses droits sur la propriété de Barry II à Valmont Inc. Selon le contrat intervenu entre les deux parties, la considération totale est payable en trois (3) versements dont deux furent effectués en 1988. Le troisième est conditionnel au respect de certaines conditions concernant l'exploration des droits miniers. Ce troisième versement sera considéré à titre de revenu lorsque toutes les conditions prévues au contrat seront remplies.

FER ALBANEL LIMITÉE -
ALBANEL MINERALS LIMITED

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

31 DÉCEMBRE 1988

FER ALBANEL LIMITÉE -
ALBANEL MINERALS LIMITED

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

31 DÉCEMBRE 1988

Rapport des vérificateurs	1
Bilan	2
Résultats et déficit	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de
Fer Albanel limitée -
Albanel Minerals limited

Nous avons vérifié le bilan de Fer Albanel limitée - Albanel Minerals limited au 31 décembre 1988 ainsi que l'état des résultats et du déficit pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1988 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Poissant Thibault - Peat Marwick Thorne

Comptables agréés

Montréal, le 12 octobre 1989

FER ALBANEL LIMITÉE -
ALBANEL MINERALS LIMITED

BILAN

	31 décembre 1988	1987
ACTIF		
Frais d'exploration reportés (note 1)	1 $	6 452 226 $
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
PASSIF		
Billets à payer sans intérêt (note 2)		
Société de développement de la Baie James	131 999 $	131 999 $
The Cleveland-Cliffs Iron Company	224 153	224 153
	356 152	356 152
Avances sans intérêt (note 2)		
Société de développement de la Baie James	641 210	639 210
The Cleveland-Cliffs Iron Company	624 807	622 807
	1 266 017	1 262 017
	1 622 169	1 618 169
Avances de Société de développement de la Baie James (note 2)	4 821 718	4 821 718
	6 443 887	6 439 887
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions		
Autorisé		
Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale		
Émis		
1 000 actions	10 000	10 000
Surplus d'apport	35 437	35 437
Déficit	(6 489 323)	(33 098)
	(6 443 886)	12 339
	1 $	6 452 226 $

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs

41 d

[redacted] Poissant Thibault - Peat Marwick Thorne

FER ALBANEL LIMITÉE -
ALBANEL MINERALS LIMITED

RÉSULTATS ET DÉFICIT

	Exercice terminé le 31 décembre 1988	1987
Frais d'administration	4 000 $	4 000 $
Montants inclus dans les frais d'exploration reportés	(4 000)	(4 000)
Bénéfice avant poste extraordinaire	-	-
Poste extraordinaire Radiation des frais d'exploration reportés	6 456 225	-
PERTE NETTE	(6 456 225)	
Déficit au début de l'exercice	(33 098)	(33 098)
DÉFICIT LA FIN DE L'EXERCICE	(6 489 323)$	(33 098)$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1988

STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La compagnie est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral et est une filiale de Société de développement de la Baie James (SDBJ).

PRINCIPALE PRATIQUE COMPTABLE

Les frais d'exploration, de développement et administratifs sont reportés jusqu'à la mise en production ou jusqu'à l'abandon des claims auxquels ils se rattachent. Les frais accumulés sur les claims abandonnés sont passés aux charges. Les frais d'exploration reportés seront amortis et chargés aux opérations minières dans le futur. En conséquence, la possibilité de recouvrer ces coûts est fonction du développement d'une opération minière rentable.

1. FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS

Puisque les plans de développement et la mise en opération n'est pas prévu dans un délai raisonnable, la compagnie a décidé de radier les frais d'exploration.

2. CONVENTION DES ACTIONNAIRES

Une convention est intervenue, entre les deux actionnaires, laquelle prévoit entre autre que toutes les dépenses des futures activités d'exploration jugées désirables par la SDBJ seront financées sans intérêt à part égal entre SDBJ et Cleveland-Cliffs Iron Company et que ces avances seront subordonnées à tous les autres passifs. Aucun remboursement de ces avances ne pourra être fait jusqu'à ce que les billets à payer et autres avances dues aux actionnaires ne soient payés au complet et les remboursements de ces avances ne pourraient être faits qu'à partir de 50 % des revenus nets d'opération, ou, avec l'accord de Cleveland-Cliffs Iron Company, à partir du produit de la vente d'éléments d'actifs.

3. IMPOTS

La compagnie est une filiale de la Société de Développement de la Baie James, une société en franchise d'impôts. Par ailleurs, toutefois la compagnie est une compagnie imposable.

MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES

En vertu de sa loi constituante, le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siège comme substitut au conseil municipal.

Conseil municipal

Maire : Laurent Levasseur

Conseillers: Jean-Louis Dulac
Florent Gagné
René Gingras
Jean-Jacques Lefebvre

Direction

Conseiller spécial: Donald R. Murphy
Directeur général : Claude Hubert
Greffier : Me Réal Lavigne
Trésorier : Jean-Pierre Morin

ORGANISMES PARA-MUNICIPAUX

Comité consultatif de la Municipalité de la Baie James (C.C.M.B.J.)

Le Comité a été mis sur pied par la Municipalité de la Baie James afin de fournir un lieu de concertation aux municipalités de la région de la Baie James. Il est formé de deux représentants des villes de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami en plus des trois représentants de la M.B.J. dont un est désigné par la localité de Joutel.

Conseil régional de zone de la Baie James (C.R.Z.B.J.)

La loi constituant le conseil de zone de la Baie James a été sanctionnée le 23 juin 1978. Le C.R.Z.B.J. se préoccupe principalement de la gestion des terres de catégorie II de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Il est composé de six membres: trois désignés par la Municipalité et trois nommés par l'Administration régionale crie.

Conseils locaux

Chacune des localités et des agglomérations de la M.B.J., à l'exception de Radisson, élit ses représentants à son conseil local.

La Municipalité demeure responsable de la gestion des conseils locaux de Joutel et de Rousseau ainsi que des comités de gestion locale de Villebois et de Val Paradis.

MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES

RAPPORT D'ACTIVITÉS

I- INTRODUCTION

La Municipalité de la Baie James a continué, au cours de 1988, à assumer son rôle de gestionnaire municipal tout en s'associant en tandem avec la Société de développement de la Baie James. De cette façon les deux organismes coordonnent leurs interventions et échangent certains services.

A) Aménagement du territoire

Au cours de 1988, la Municipalité a procédé à une refonte globale de ses règlements de zonage, de construction et de lotissement pour tenir compte des interventions sur son territoire projetées par les différents développeurs: miniers, forestiers et hydro-électriques.

Les services techniques ont mis en place un nouveau mode de gestion des dossiers de l'article 41 qu'ils ont continués à administrer pour la Société de développement de la Baie James. Le traitement en a été simplifié et accéléré.

Un effort particulier a été porté à l'amélioration des chemins municipaux et à leur entretien d'hiver.

En plus de ses interventions normales de protection de l'environnement, la M.B.J. a entamé des démarches pour que la localité de Joutel soit inscrite au programme d'assainissement des eaux du ministère de l'Environnement du Québec (Menviq) pour la réhabilitation de son réseau d'égout. Une demande d'aide financière a aussi été déposée auprès du ministère des Affaires municipales pour la réfection de l'usine de filtration de Joutel.

La Municipalité a participé avec les autres intervenants du territoire aux discussions sur l'implantation de la communauté crie d'Oujé-Bougoumou sur la rive nord du lac Opémiska.

B) Sécurité publique

L'avenir du service de police de la Municipalité de la Baie James a continué à faire l'objet de discussions pendant l'année écoulée.

Le travail de la Sûreté municipale a été modifié par la décision du gouvernement québécois de faire assumer par les services municipaux l'application des lois et des règlements concernant le transport routier. La modification de certaines procédures municipales a aussi entraîné un réajustement du travail des policiers.

Des efforts substantiels ont été déployés au niveau de la formation des membres du corps de police.

C) Rôle d'évaluation

La Municipalité a indexé son rôle d'évaluation afin de maintenir une répartition équitable de l'assiette fiscale.

D) Radisson

La Municipalité a pris des dispositions afin d'être mieux en mesure de faire face à l'arrivée à Radisson des nouveaux habitants amenés par les travaux du Complexe La Grande.

E) Tourisme

La participation de la Municipalité au sommet socio-économique lui a permis de faire approuver un projet de construction de haltes routières le long de la route de la Baie James, maintenant ouverte au tourisme.

II- CONSEIL RÉGIONAL DE ZONE DE LA BAIE JAMES (C.R.Z.B.J.)

Le Conseil régional de zone s'est réuni trois fois au cours de l'année 1988. Outre ses activités habituelles, le Conseil a discuté de la mise en place de la région 10, des schémas d'aménagement sectoriels, de la sécurité publique, de l'avenir du bloc "D" et de l'implantation d'Oujé-Bougoumou.

III- COMITÉ CONSULTATIF DE LA MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES (C.C.M.B.J.)

Le Comité consultatif a continué d'être le lieu de concertation des municipalités du territoire de la Baie James. Il a permis le développement de consensus importants quant à l'avenir des populations du territoire.

Région 10

Le projet d'instauration d'une nouvelle région administrative dans le nord du Québec a mobilisé les membres du Comité consultatif. Ils ont produit leurs propres recommandations quant au nom et aux limites de la région 10. Le C.C.M.B.J. a entamé une réflexion en vue de créer une structure régionale représentative de la région 10. Des rencontres ont aussi été tenues avec les leaders cris et inuit afin de leur exposer la vision des autres populations de la future région.

Entente fédérale-provinciale

Le C.C.M.B.J. a discuté de la composition du comité consultatif, pour le secteur nord, de l'entente fédérale-provinciale sur le développement économique des régions du Québec. Il y a désigné ses représentants. Ce dernier comité a pour fonctions de déterminer les grandes orientations et d'évaluer les programmes en tenant compte des besoins particuliers des régions.

Mise en valeur environnementale

Pour la première fois, les municipalités du territoire de la Baie James ont eu accès aux sommes d'argent rendues disponibles par l'Hydro-Québec dans le cadre de son programme de mise en valeur environnementale. Le C.C.M.B.J. a permis aux populations de s'entendre quant à la répartition de ces subventions.

IV- FINANCEMENT

La Municipalité de la Baie James ne présente aucune dette obligataire pour 1988. Les revenus consolidés totalisent 5 323 203,00 $. Ils ont entraîné un surplus de 137 757,00 $. L'évaluation imposable atteint 150 303 750,00 $ pour des revenus de taxe foncière de 2 720 726,00 $. Le taux global consolidé de taxation est de 1,813 $ du 100,00 $ d'évaluation.

Le maire,

Laurent Levasseur

RAPPORT FINANCIER
1988

Municipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

(Nom de la MRC ou de la communauté urbaine)

9 8 4 0 0
(code géographique)

Gouvernement du Québec
Ministère des
Affaires municipales

RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné, Jean-Pierre Morin C.A. atteste que le rapport financier de la municipalité de la Baie James (consolidé) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1988, a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, L.R.Q., c. C-19, ou à l'article 176 du Code municipal du Québec, L.R.Q., c. C-27.1.

Date: 31 juillet 1989 Signature: [signature]

9 8 4 0 0
CODE GÉOGR.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Aux membres du conseil.

Nous avons vérifié les états consolidés des recettes et dépenses et du surplus ainsi que le bilan consolidé du fonds d'administration, l'état consolidé de l'actif à long terme, le bilan consolidé du fonds de roulement et l'état consolidé de la variation du capital non engagé du fonds de roulement de la Municipalité de la Baie James pour l'exercice clos de 31 décembre 1988. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement les résultats des opérations de la Municipalité de la Baie James pour l'exercice terminé le 31 décembre 1988 ainsi que sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus et les usages particuliers de la comptabilité municipale au Québec, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. De plus, à notre avis, le taux global de taxation a été établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR: Samson Bélair

Samson Bélair

SIGNATURE

DATE: 1er août 1989

Municipalité: de la Baie James (consolidé) | 9 8 4 0 0 | 0 0 8
(Nom officiel) | CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1988

RECETTES

	1	Budget initial 2		1988 3
RECETTES DE SOURCES LOCALES				
TAXES				
Taxe foncière générale		2 654 647	1	2 720 726
Autres taxes foncières				
répartitions générales			2	
répartitions locales			3	
Surtaxes sur terrains vagues			4	
Compensations pour services municipaux				
eau		18 300	5	18 172
égouts		5 130	6	5 310
enlèvement et destruction des ordures		21 600	7	21 149
Taxes d'affaires				
sur l'ensemble des valeurs locatives			8	
autres			9	
Autres taxes			10	
Total		2 699 677	11	2 765 357
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec		139 156	12	169 585
Gouvernement du Canada et ses entreprises			13	25 909
Autres			14	
Total		139 156	15	195 494

(Nom officiel)

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1988 3
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Police			1	25 000
Protection contre l'incendie		102 000	2	111 456
Enlèvement de la neige			3	
Eau			4	
Égouts			5	
Enlèvement et destruction des ordures		27 800	6	33 765
Loisirs et culture		25 000	7	6 295
Service de la dette			8	
Autres		6 000	9	19 300
Total		160 800	10	195 816
AUTRES SERVICES RENDUS				
Loisirs et culture				
centres communautaires		1 100	11	1 220
patinoires intérieures et extérieures		107 000	12	58 026
parcs et terrains de jeux			13	
piscines, plages, ports de plaisance		16 500	14	13 686
expositions et foires			15	
bibliothèques			16	
autres			17	
Total partiel		124 600	18	72 932
Stationnement			19	
Loyers		56 820	20	54 611
Électricité			21	
Recouvrements de tiers				
services rendus au gouvernement du Québec		819 700	22	0
autres		215 600	23	319 457
Autres		64 668	24	26 767
Total		1 281 388	25	473 767

Municipalité de la Baie James (consolidé) [9][8][4][0][0] [0][1][0]
(Nom officiel) CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1988 3
AUTRES RECETTES DE SOURCES LOCALES				
Imposition de droits				
licences et permis		4 750	1	10 756
droits de mutation immobilière			2	
droits sur les divertissements			3	
Amendes			4	28 029
Intérêts				
banque et placements		19 800	5	17 435
arriérés de taxes		9 300	6	12 732
autres		3 000	7	
Cessions d'actifs immobilisés				
immeubles industriels municipaux			8	
autres actifs		6 000	9	
Contributions d'autres fonds			10	
Autres		17 250	11	67 367
Total		60 100	12	136 319
TOTAL DES RECETTES DE SOURCES LOCALES		4 341 121	13	3 766 753

Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 8 4 0 0 | 0 1 1
(Nom officiel) — Code géogr.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1988 3
TRANSFERTS				
TRANSFERTS INCONDITIONNELS				
Subventions du gouvernement du Québec				
regroupement municipal		.....	1	.....
péréquation		.....	2	.....
autres		.....	3	.....
Autres subventions inconditionnelles			4	
Total			5	
TRANSFERTS CONDITIONNELS				
Subventions gouvernementales				
eau et égouts				
assainissement des eaux		.....	6	.....
autres		.....	7	.....
protection contre l'incendie		.....	8	.....
transport				
entretien des chemins en hiver		292 760	9	314 817
asphaltage et réfection de chemins		21 757	10	48 000
autres		.....	11	.....
loisirs et culture				
sports et loisirs		.....	12	.....
bibliothèques		.....	13	.....
autres		.....	14	849
évaluation		.....	15	.....
création d'emplois		.....	16	18 727
autres		.....	17	17 024
Autres subventions conditionnelles			18	853 022
Total		314 517	19	1 252 439
TOTAL DES TRANSFERTS		314 517	20	1 252 439
AFFECTATION DU SURPLUS		251 044	21	304 011
TOTAL DES RECETTES		4 906 682	22	5 323 203
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES RECETTES			23	
TOTAL GÉNÉRAL			24	5 323 203

Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 8 4 0 0 | 0 1 2
(Nom officiel) CODE GEOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

DÉPENSES

	1	Budget initial 2		1988 3
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Législation		147 378	1	142 480
Application de la loi			2	
Gestion financière et administrative		588 217	3	503 873
Greffe		138 250	4	151 365
Évaluation		104 250	5	115 769
Gestion du personnel		81 100	6	78 244
Autres		216 400	7	193 325
Total		1 275 595	8	1 265 736
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police		979 130	9	1 001 923
Protection contre l'incendie (voir note 6, page 27)		128 885	10	109 526
Protection civile			11	
Autres (voir note 6, page 27)		102 000	12	110 966
Total		1 210 015	13	1 222 415
TRANSPORT				
Administration			14	
Voirie municipale		444 445	15	547 466
Enlèvement de la neige		381 153	16	462 003
Éclairage des rues		57 650	17	57 784
Circulation			18	
Stationnement			19	
Transport en commun			20	
Autres			21	
Total		883 248	22	1 067 253

Municipalité: de la Baie James (consolidé) 9 8 4 0 0 0 1 3
(Nom officiel)

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 1988

DÉPENSES (suite)

	1	Budget initial 2		1988 3
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égouts				
administration		132 075	1	123 213
purification et traitement de l'eau		156 565	2	166 397
réseau de distribution de l'eau		76 700	3	110 617
épuration des eaux usées		15 400	4	13 612
reseau d'égouts		85 450	5	88 633
Enlevement et destruction des ordures		138 024	6	155 636
Autres		10 000	7	
Total		614 214	8	658 108
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			9	
URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE				
Urbanisme et zonage		43 190	10	53 281
Promotion et développement industriels		30 000	11	30 000
Renovation urbaine et restauration			12	
Logement			13	
Autres			14	
Total		73 190	15	83 281
LOISIRS ET CULTURE				
Administration		368 820	16	331 352
Centres communautaires		12 415	17	9 734
Patinoires intérieures et extérieures		113 245	18	109 448
Piscines, plages, ports de plaisance		26 435	19	19 044
Parcs et terrains de jeux		35 520	20	35 096
Expositions et foires			21	
Bibliotheques		14 505	22	13 039
Autres activités				
loisirs		1 884	23	
culture		21 045	24	35 333
Total		593 869	25	553 046

Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 8 4 0 0 | 0 1 1 4
(Nom officiel) — code géog.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 1988

DÉPENSES (suite)

	1	Budget initial 2		1988 3
ÉLECTRICITÉ			1	
AUTRES DÉPENSES				
Frais de financement				
à la charge de la municipalité		172 550	2	180 379
à la charge d'autres organismes municipaux			3	
à la charge du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada			4	
à la charge des débiteurs hypothécaires			5	
Total partiel		172 550	6	180 379
Dépenses en immobilisations à même les recettes		58 001	7	127 628
Contributions à d'autres fonds				
fonds des règlements d'emprunt			8	
autres fonds		3 000	9	
Total		233 551	10	308 007
AFFECTATION DU DÉFICIT		23 000	11	27 600
TOTAL DES DÉPENSES		4 906 682	12	5 185 446
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES			13	137 757
TOTAL GÉNÉRAL			14	5 323 203

Municipalité : de la Baie James (consolidé) | 9 8 4 0 0 | 0 1 5
(Nom officiel) | CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT) NON AFFECTÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

		1		2 1988
SURPLUS (DÉFICIT) NON AFFECTÉ AU 1er JANVIER			1	302 099
Ajouter:				
Affectation du déficit aux dépenses			2	27 600
Excédent des recettes sur les dépenses			3	137 757
Virements de surplus affectés			4	
Autres régularisations (préciser)				
			5	
			6	
			7	
			8	
			9	
			10	
			11	
			12	
Total partiel			13	165 357
Déduire:				
Affectation du surplus aux recettes			14	304 011
Excédent des dépenses sur les recettes			15	
Virements à des surplus affectés			16	1 583
Autres régularisations (préciser)				
Ajustement subvention police 1987	25 240		17	25 688
Ajustement sur les taxes 1987	448			
	25 688		18	
			19	
			20	
			21	
Total partiel			22	331 282
SURPLUS (DÉFICIT) NON AFFECTÉ AU 31 DÉCEMBRE			23	136 174

M... palité: de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 4 | 0 | 0 | | 0 | 1 | 7 |
(Nom officiel) Code géog.

FONDS D'ADMINISTRATION
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 1988
ACTIF

	1		1988 2
ENCAISSE			
Caisse		1	2 350
Banque — compte général		2	86 736
Banque — dépôts à terme		3	5 605
PLACEMENTS		4	4 690
DÉBITEURS			
Taxes municipales		5	662 641
Taxes scolaires		6	
Taxes — certificats de vente pour non-paiement de taxes		7	
Gouvernement du Canada et ses entreprises			
paiements tenant lieu de taxes		8	9 882
autres		9	5 169
Gouvernement du Québec et ses entreprises			
paiements tenant lieu de taxes		10	83 316
autres		11	907 135
Organismes municipaux		12	
Autres		13	315 207
SOMMES À RECEVOIR D'AUTRES FONDS			
Fonds des règlements d'emprunt		14	
Autres		15	
STOCK		16	
AUTRES ACTIFS		17	24 562
TOTAL		18	2 107 293

Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 4 | 0 | 0 | | 0 | 1 | 8 |
(Nom officiel) — CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 1988

PASSIF

	1		2 1988
DÉCOUVERT EN BANQUE		1	23 063
EMPRUNTS TEMPORAIRES		2	692 326
CRÉDITEURS			
Fournisseurs		3	548 433
Gouvernement du Canada		4	4 770
Gouvernement du Québec		5	6 234
Organismes municipaux		6	-
Commissions scolaires		7	
Autres		8	368 323
ENGAGEMENTS		9	
SOMMES À PAYER À D'AUTRES FONDS			
Fonds de roulement		10	225 161
Autres		11	
RECETTES REPORTÉES			
Taxes perçues d'avance		12	659
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux		13	
autres actifs		14	
Autres		15	92 430
AUTRES PASSIFS		16	1 083
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ			
Surplus affectés		17	8 637
Surplus (déficit) non affecté		18	136 174
TOTAL		19	2 107 293

Municipalité: de la Baie James (consolidé) | 9 | 0 | 9 | 0 | 0 | 4 | 6 |
(Nom officiel) — CODE GÉOGR.

ÉTAT DE L'ACTIF À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 1988

	1		2 1988
ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISÉS			
Travaux de génie		1	1 803 875
Bâtiments		2	244 526
Terrains		3	2 552
Matériel et véhicules		4	729 736
Ameublement		5	42 586
Réseau d'électricité		6	
ACTIFS IMMOBILISÉS SUJETS À LA REVENTE			
Propriétés acquises pour non-paiement de taxes		7	
Terrains acquis à des fins de rénovation urbaine		8	
Immeubles de la réserve foncière		9	
Immeubles industriels municipaux		10	
CRÉANCES À LONG TERME			
Prêts à l'Office municipal d'habitation		11	
Prêts sur immeubles industriels municipaux		12	
Autres créances		13	
TOTAL DE L'ACTIF		14	2 823 275
MODE DE FINANCEMENT			
ACTIFS ACQUIS AVANT 1976		15	
ACTIFS FINANCÉS PAR:			
Obligations		16	
Autres dettes à long terme		17	
Subventions et contributions gouvernementales		18	672 600
Fonds d'administration		19	1 681 366
Fonds de roulement		20	364 705
Autres modes de financement		21	104 604
TOTAL		22	2 823 275

Municipalité de la Baie James (consolidé) 9 8 4 0 0 0 2 4
(Nom officiel)

FONDS DE ROULEMENT
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 1988

	1		2 1988
ACTIF			
BANQUE			
Compte général		1	29
Dépôts à terme		2	
PLACEMENTS		3	
SOMMES À RECEVOIR D'AUTRES FONDS			
Fonds d'administration		4	225 161
DÉPENSES FINANCÉES À LONG TERME		5	74 810
TOTAL		6	300 000
PASSIF			
CRÉDITEURS			
Recettes à verser au fonds d'administration		7	
Autres		8	
CAPITAL DU FONDS			
Capital engagé		9	74 810
Capital non engagé		10	225 190
TOTAL		11	300 000

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DECEMBRE 1988

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

La municipalité comptabilise ses opérations selon les principes comptables généralement reconnus compte tenu des directives du Manuel de normalisation de la comptabilité minicipale du Québec.

Fonds d'administration

Les recettes sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice à l'exception des recettes d'intérêts sur les arriérés de taxes et sur les placements qui ne sont reconnues qu'à leur encaissement.

L'excédent des revenus sur les dépenses peut être réservé pour des dépenses futures ou peut être approprié au budget de l'année suivante. Si l'excédent n'est pas approprié, les dépenses financées à même le surplus réservé sont comptabilisées aux opérations courantes. Lorsqu'il a été prévu au budget d'approprier le surplus, celui-ci est reflété aux revenus courants. Toute variation au surplus réservé s'effectue à même le surplus libre. Concernant les localités de Joutel, Val-Paradis et Rousseau et l'agglomération de Villebois les dépenses du fonds d'administration sont comptabilisés sur base d'engagement.

Etat des actifs à long terme

Les dépenses en immobilisations sont capitalisées à leur coût d'origine à l'état des actifs à long terme.

Fonds de roulement

L'emprunt de ressources au fonds de roulement doit être remboursé sur une période maximale de cinq ans; si l'utilisation de ce fonds sert à défrayer des dépenses courantes de la municipalité, la période de remboursement ne doit pas excéder douze mois. Le fonds est constitué en décrétant un emprunt obligatoire ou à même le surplus accumulé.

2. ENGAGEMENT

La municipalité est liée par un contrat de location de locaux administratifs représentant des engagements de 83 885 $ répartis comme suit:

1989	17 660
1990	17 660
1991	17 660
1992	17 660
1993	13 245

3. EVENTUALITES

a) La Municipalité de la Baie James a reçu une mise en demeure d'un montant de 50 000 $ à titre de dommages-intérêts pour des propos diffamatoires. La municipalité n'a pas donné suite à cette mise en demeure considérant les arguments cités comme étant faux et non fondés en droit. Le requérant n'ayant pas donné suite à sa mise en demeure, la municipalité considère ce dossier comme clos.

b) Des procédures judiciaires ont été intentées contre la Municipalité de la Baie James concernant l'octroi d'un contrat pour l'entretien des chemins d'hiver.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 1988

Tout règlement de ces éventualités, dont le montant ne peut actuellement être déterminé, serait enregistré aux livres comme redressement à affecter aux exercices antérieurs.

4. RECETTES REPORTEES

Ce montant de 90 000 $ représente une première tranche d'une subvention totale de 300 000 $ du gouvernement du Québec (OPDQ) pour un projet d'aménagement et de construction d'infrastructures touristiques aux abords de la route reliant Matagami à Radisson qui doit être complété avant le 15 janvier 1990.

5. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés de la Municipalité de la Baie James comprennent les comptes: de la municipalité de la Baie James, des agglomérations de Villebois et Radisson et des localités de Joutel, Val-Paradis et Rousseau.

Les recettes et les dépenses intermunicipalités, localités et agglomérations ne sont pas éliminées du consolidé.

6. SECURITE PUBLIQUE

Un montant de 110 966 $ relativement à des services rendus pour la protection contre l'incendie a été inscrit dans autres.

(Nom officiel)

9	8	4	0	0

CODE BÉCOA

FONDS D'ADMINISTRATION
ANALYSE DES DÉPENSES PAR OBJET

0	3	0

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1988

OBJETS	1		1988 2
Rémunération du personnel		1	2 119 110
Cotisations de l'employeur		2	266 224
Transport et communication		3	368 796
Services professionnels, administratifs et autres		4	751 598
Location, entretien et réparation			
Location		5	290 609
Entretien et réparation		6	286 603
Biens non durables		7	598 849
Achat d'actifs immobilisés		8	127 628
Frais de financement[1]		9	180 379
Autres objets			
Excédents de coûts de règlements d'emprunt		10	
Quote-part des dépenses de la communauté municipale		11	
Contributions à d'autres fonds		12	
Créances douteuses ou irrécouvrables		13	8 374
Affectation du déficit		14	27 600
Autres		15	159 676
TOTAL		16	(*) 5 185 446

(1) Doit égaler le montant inscrit à la ligne 6 de la page 14.

(*) Doit égaler le total des dépenses à l'état des recettes et dépenses.